

Re: "Gym doesn't mean slim" (March 31). Physical and Health Education Canada believes quality school-based physical education is about much more than preventing obesity. It's about supporting all children and youth to become physically literate so they may develop the knowledge, skills, habits and attitudes that enable them to be physically active now and for life. Schools have a unique opportunity to ensure that all children have the opportunity to establish this physical literacy.

PHE Canada agrees with one of the conclusions of the study, that "physical activity should be included and promoted within schools, as it is an important component of a healthy lifestyle and improves many aspects of health."

Clearly, school physical education and activity initiatives are only two interventions of what needs to be a multi-sector approach that involves schools, communities and families to help to reverse the epidemic of childhood obesity and to ensure a generation of children who lead active, healthy lifestyles now and for the duration of their lives.

ANDREA GRANTHAM

EXECUTIVE DIRECTOR, PHE CANADA



MISE EN FORME
SANTÉ FÉMININE
NUTRITION

Section **SANTÉ** GARDI
cyberp

cyberpresse.ca



Publié le 31 mars 2009 à 20h39 | Mis à jour le 31 mars 2009 à 20h41

Jeux de coulisses pour obtenir deux licences FM à Ottawa

La RCFO préfère le FM au AM



Le président de la RCFO, Lucien Bradet
Archives, LeDroit



Louis Lafortune
Le Droit

Les responsables du projet de Radio communautaire francophone d'Ottawa (RCFO) tiennent à faire le saut sur la bande FM - et non sur le AM.

De retour pour une troisième fois devant le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), hier à Gatineau, la RCFO a rejeté l'offre du géant canadien Corus, qui propose de lui donner le AM 1150, l'ancienne fréquence de sa station CJRC.

Corus et la RCFO sont deux des huit requérantes qui jouent du coude devant le CRTC pour obtenir deux rares licences aux 99,7 et 101,9 FM.

Corus, qui propose une nouvelle radio anglaise de nouvelles locales, est prête à céder l'antenne AM de CJRC pour la somme d'un dollar - des installations évaluées à 2,5 millions \$ - w en plus d'aider la RCFO lors des premières étapes de son lancement, un coup de pouce estimé à 100 000 \$.

En toute fin de comparution, Corus a même promis au CRTC d'offrir 525 000 \$ en argent à la RCFO advenant un scénario où les deux parties obtiendraient leur licence FM.

Les représentants de la RCFO ont rejeté le scénario du AM, tel que proposé par Corus.

« On serait obligé de refuser », a répondu le président de la RCFO, Lucien Bradet, lorsque le président du CRTC, Konrad von Finckenstein, lui a demandé si la radio communautaire accepterait le AM à défaut d'avoir le FM.

La popularité de la bande AM est en chute libre et les jeunes sont attirés vers le FM, a rappelé M. Bradet, soulignant que les 17 stations communautaires francophones au pays diffusent toutes sur le FM.

Selon lui, il est grand temps qu'Ottawa-Gatineau, qui regroupe 25 % des francophones hors-Québec, obtienne sa radio communautaire. Avec les compressions à Radio-Canada, les Franco-ontariens et les gens de l'Outaouais constatent une « montréalisation » de l'information, a-t-il ajouté.

Assistant aux audiences, le président de l'Association canadienne-française (ACFO) régionale d'Ottawa, Nicolas Séguin, estime que l'offre de Corus est un piège. « Les gens de la RCFO ont été clairs. On n'acceptera pas ça. Même si l'offre est intéressante au niveau financier, elle ne l'est pas au niveau technique. »

Le CRTC, qui avait accordé deux licences FM à des stations anglophones, en août 2008, a repris ses audiences, hier, après avoir reçu l'ordre du ministre de Patrimoine canadien, James Moore, de refaire ses devoirs pour tenir compte de la communauté francophone.

L'un des groupes à se présenter, hier, Astral Media, avait obtenu une licence pour le 99,7 FM Eve Radio, de la musique anglophone pour les femmes de 34 à 55 ans. Hier, Astral a promis 500 000 \$ à Radio Enfants-Ados, une radio locale francophone qui diffuse à l'occasion dans la région sur le FM.

Le groupe Torres Media Ottawa, qui avait obtenu l'autre licence FM pour une radio de blues anglophone, est aussi revenu à la charge. Torres promet de faire plus de place au blues francophone.

Réel-Radio, la radio de l'Université du Québec en Outaouais, est l'autre groupe francophone qui cherche une place sur le FM. Réel-Radio doit faire sa présentation ce matin.

La décision du CRTC n'est pas attendue avant au moins trois mois.

Reconnu coupable d'avoir détourné 20 000 \$

Le fraudeur de l'UQO recevra sa sentence en mai

LOUIS-DENIS EBACHER

ledbacher@ledroit.com

L'ex-trésorier de l'Association générale des étudiants de l'Uni-

versité du Québec en Outaouais (AGE-UQO) reconnu coupable d'avoir détourné 20 000 \$ de son association en 2004 recevra sa sentence en mai prochain.

Amine Douab, 26 ans, a déjà plaidé coupable à des accusations de vol, de fraude et d'usage d'un faux document en rapport avec des incidents survenus

entre octobre 2004 et novembre 2005.

Alors âgé de 22 ans, l'étudiant en administration à l'UQO occupait aussi le poste de trésorier à

l'AGE-UQO. Il a reconnu avoir volé l'assemblée des étudiants d'un montant de 20 000 \$ en se libellant quelques chèques.

Position de confiance

La couronne a fait valoir, hier, que le jeune homme a profité d'une position de confiance. «Il a usé de ses aptitudes en administration — domaine dans lequel il étudiait — pour ses fins personnelles», a fait valoir le procureur de la Couronne, Mark Philippe, hier.

L'avocat de l'accusé, Gérard Larocque, a rappelé que son client s'était engagé à rembourser les 20 000 \$ ainsi qu'à verser un don à un organisme qui reste à déterminer.

«Mon client a plaidé coupable. Il éprouve des remords. Il a vécu les trois dernières années avec appréhension. Sa photo a circulé dans Internet et les articles (consacrés à son dossier) font partie de sa sentence», a expliqué M^e Larocque. Selon lui, les actes de son client constituent une «étourderie» de jeunesse.

Le Droit 1^{er} Avril 09

ACTUALITÉS 17

Une prof accusée d'agression sexuelle

Une enseignante de l'école secondaire Brookfield, à Ottawa a été accusée d'avoir agressé sexuellement un élève de la Commission scolaire d'Ottawa-Carleton. Elle a été arrêtée à la suite d'une enquête de l'Unité

des agressions sexuelles et de la violence faite aux enfants de la police d'Ottawa.

La femme est aussi accusée d'exploitation sexuelle, toujours en relation avec des événements survenus en janvier

dernier. L'enquête a débuté en février. La victime, un jeune homme, serait âgée de 16 ou 17 ans.

L'accusée âgée de 33 ans a été suspendue par son employeur.

LEDROIT

CHRONIQUE

MARIO BOULIANNE

mboulianne@ledroit.com



À SURVEILLER: La finale de la Dictée Richelieu Laporte aura lieu le 18 avril dès 10h, à la Cité collégiale, sous le thème La stratégie jeunesse.

L'analphabétisme raconté simplement

L'analphabétisme est un problème sournois et invisible qui s'attaque directement à l'estime de soi. La plupart des adultes analphabètes vous le diront, ils réussissent à fonctionner dans notre société en développant des mécanismes de défense très ingénieux.

Mais, il y en a aussi qui ont envie de s'en sortir, de briser le cercle vicieux et apprendre à lire et à écrire. En Outaouais, l'organisme Le Vent dans les Lettres leur vient en aide et lors de la Semaine des adultes en formation, les étudiants du groupe Alpha ont écrit un conte qui met en lumière d'ailleurs, les difficultés auxquelles sont confrontés les adultes analpha-

bètes.

Ce matin, j'avais envie de vous faire partager ce conte, non seulement pour vous prouver que ces gens ont du talent mais surtout, pour vous démontrer toute leur détermination et que souvent, il suffit d'un peu de volonté et de courage pour se sortir de l'isolement.

Alors, voici *L'expérience de Flo*.

Flo est un homme à tout faire. Il essaie de se trouver un emploi. Il a de la difficulté à lire et à écrire. Il vit beaucoup de calvaires.

Il en veut à ses professeurs de l'avoir abandonné au fond de la classe. Voici quelques pages

d'histoire dans la vie de Flo.

Un jour, Flo a eu un emploi de maintenance dans un entrepôt. Son patron lui a demandé de faire l'inventaire. Flo s'est senti tout à coup déprimé, frustré et fâché contre lui-même. Il s'en voulait de ne pas avoir appris à lire et à écrire. Il est resté figé, assis une heure sur une caisse en bois. Puis, il a décidé d'avouer à son patron qu'il n'avait pas d'instruction. Il a été congédié sur le champ.

Flo est triste et révolté. Il se demande ce qu'il va faire.

Comme il ne se sentait pas bien, Flo décide de prendre un rendez-vous chez le médecin pour un examen. En arrivant dans la clinique, la secrétaire lui

donne un formulaire à remplir. En prenant le crayon, Flo panique! Il n'arrive pas à lire les mots et hésite à demander de l'aide. Il se sent abandonné. Il a chaud! Il transpire! Son cœur bat très fort! Sa pression monte! Il se sent tout petit.

Il prend son courage à deux mains et demande de l'aide. Il prend la décision de retourner sur les bancs d'école.

Un soir, en regardant la télé, il a vu une annonce qui lui a redonné le goût d'apprendre à lire. L'annonce disait: « Vous pouvez apprendre à lire, écrire et compter avec d'autres adultes qui ont le même problème que vous. Sortez de votre peur et de votre isolement. Vous n'êtes pas

seul. On est là pour vous. »

Flo était content. Il a pris rendez-vous et s'est inscrit au Vent dans les lettres.

La première journée, il était timide et restait dans sa coquille. Mais petit à petit, il s'est senti plus à l'aise avec les autres participants.

Aujourd'hui, Flo a repris confiance. Il n'a plus peur du crayon. Il peut écrire des messages et lire les informations sur l'écran du téléviseur.

Flo se sent plus autonome, plus avancé. Il n'a plus honte de lui-même. Son estime de lui a grandi.

Il va continuer à étudier pour retourner un jour sur le marché du travail.

EN BREF

Une drôle de tradition

C'est aujourd'hui le 1^{er} avril. Plusieurs d'entre nous vont se faire piéger par une blague ou un canular. Mais d'où vient le fameux poisson d'avril?

Selon plusieurs sources, tout aurait commencé en 1564 alors que le roi Charles IX décida que l'année ne commencerait plus le 1^{er} avril mais le 1^{er} janvier. Ce changement a également décalé les échanges de cadeaux qui marquaient le passage à la nouvelle année. Pour semer le doute au sujet de la date réelle du nouvel an, certains ont persisté à offrir des présents en avril. Avec le temps, les petits cadeaux d'avril se sont transformés en cadeaux pour rire, en blagues, puis en stratagèmes pour piéger les autres.

Et si les farces sont connues sous le nom de « poisson d'avril », cela viendrait du fait que les cadeaux que l'on s'offrait en avril étaient souvent alimentaires. Cette date marquant la fin du carême, période durant laquelle la consommation de viande est interdite chez les chrétiens, le poisson était le présent le plus fréquent. Lorsque les blagues se développèrent, l'un des pièges les plus courants était l'offrande de faux poissons.

À partir du 20^e siècle, ce sont les canulars à plus grande échelle qui sont devenus la tradition. Les médias se sont emparés du phénomène et *LeDroit* a d'ailleurs plusieurs fois contribué à perpétuer la tradition. Parmi les plus marquants, soulignons le canular qui faisait sortir **Guy Lafleur** de sa retraite — chose qui s'est révélée vraie plusieurs années plus tard. Il y a eu aussi ce canular publié dans nos pages qui mentionnait qu'une baleine s'était retrouvée dans la rivière des Outaouais, derrière le Parlement.

Un peu partout sur la planète,

des médias ont publié des canulars qui ont eu beaucoup d'impact dans la population. Ici, au Canada, je me souviens encore de l'annonce d'un site Internet qui écrivait que le ministre des finances Paul Martin quittait son poste. Reprise par un journal britannique, la nouvelle aurait fait perdre 32 cents au dollar canadien dans les heures qui ont suivi.

Alors, soyez sur vos gardes. On ne sait jamais!

Un salon populaire

La première édition du Salon Accès emploi, tenu à Papineauville les 20 et 21 mars dernier, a connu un franc succès en accueillant plus de 800 visiteurs.

L'événement a permis aux chercheurs d'emplois de la Petite-Nation de rencontrer 33 exposants, dont 27 employeurs de la région qui recrutent actuellement du personnel dans plusieurs secteurs d'activités.

Plus de 400 emplois étaient disponibles, dont 120 uniquement sur le territoire la MRC Papineau.

Le salon sera de retour l'an prochain.

Cinq ans déjà

C'est aujourd'hui qu'on souligne le 5^e anniversaire du Petit Chicago, un bistro-cabaret de la Promenade du Portage.

Depuis son ouverture en 2004, **Maxime Gauld** et son équipe ont fait de ce bar l'endroit de prédilection pour la musique émergente de l'Outaouais et d'ailleurs au Québec.

En cinq ans, 285 interprètes ou groupes ont présenté 650 spectacles.

On y a aussi présenté 165 soirées des Lundis Jazz et plusieurs autres événements, allant du théâtre au cinéma, en passant par les soirées Kino, le Mondial du foot et plusieurs soirées d'élections.



Poésie et francophonie

Lors de la Francofête organisée par l'Impératif français, dimanche dernier, l'organisme a décerné ses prix Coup de cœur, destinés au participant du concours de poésie. Les lauréats sont Louise N. Boucher, Michèle Bourgon, Ariane Chassaing, Marie-Paule Cyr, Harris Kassongo, Michèle Noël et Lucie Poirier. Du même coup, l'Impératif français a remis le prix de la relève Gaston-Lallement à des élèves de la région qui participé à ce concours. Les récipiendaires de ce prix sont Anne-Sophie Poirier, Mia Danis, Sarah-Claude Verreault, Francis Cousineau, Mia Chen-Albert, Janie De Champlain, Karianne Lessard, Isabelle Chénier, Dominic de Repentigny-Hubert, Jean-Jasmin Boucher l'Écuyer, Samuel Castonguay, Laurence Larocque-Labossière et Maude Robert.

Donc, ce soir, vous êtes invités à souligner cet anniversaire. L'orchestre jazz Search Engin sera sur scène de 17h à 19 h, suivi par un DJ invité de 21 h à minuit. Ensuite, ce sera au tour de Mad'MoiZèle Giraf.

Pour en savoir plus, consultez le site www.petitchicago.ca.

Ordre de la Pléiade

Les médailles de l'Ordre de la Pléiade seront remises, le 22 avril, lors d'une cérémonie

présidée par le lieutenant-gouverneur de l'Ontario, **David C. Onley**, à Toronto.

Parmi les six personnes honorées, deux proviennent d'Ottawa soit **Jacques Janson** et **Gilles G. Patry**. Les autres médaillés sont **Lillian Anne Gagné**, de Penetanguishene, **Paul-André Gauthier**, de Sudbury, **André Marcil**, de Kapuskasing, et **Tonia Mori**, de Toronto.

La Pléiade, Ordre de la Francophonie et du dialogue des

cultures, est une initiative de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) qui a vu le jour en 1976.

Elle est destinée à reconnaître les mérites des personnalités qui ont contribué à l'épanouissement de la langue française en Ontario.

L'APF regroupe des parlementaires de 77 parlements ou organisations interparlementaires réparties sur les cinq continents.



cyberpresse.ca

Publié le 01 avril 2009 à 04h47 | Mis à jour à 04h47

À quand une université dans le Grand Nord?



Le Nunavut fête ses 10 ans aujourd'hui. La population se prépare à cette journée de festivités.

Photo PC



François Cardinal

La Presse

Le Canada doit rompre avec l'attitude colonialiste qu'il a adoptée à l'endroit du Grand Nord et accepter d'y développer de grandes institutions, en commençant par une université, estime le philosophe John Ralston Saul.

Le célèbre essayiste déplore qu'encore aujourd'hui, 10 ans jour pour jour après la création officielle du Nunavut, le 1er avril 1999, le Canada soit le seul des huit pays circumpolaires à ne pas avoir d'université en sol arctique.

«Pour certains, cela peut sembler anecdotique. Mais il s'agit, au contraire, d'un élément très important qui démontre l'intérêt réel du pays pour le Nord, explique-t-il en entrevue avec *La Presse*. Sans

institution, comment peut-on réellement être pris au sérieux?»

M. Saul donne l'exemple des chercheurs canadiens, réputés pour leur expertise nordique : «Ces derniers résident dans le Sud. Ils se déplacent dans le Nord un mois par année. Puis ils reviennent. Cela ne vous semble pas colonial?»

M. Saul propose ainsi que le pays cesse d'avoir une vision exclusivement sudiste de ce qui se passe dans le Nord, en y implantant des universités, proposition qu'il fera aux participants du prochain Symposium LaFontaine-Baldwin, qui aura lieu à Iqaluit le 29 mai prochain.

«Envoyer des gens de temps en temps dans le Nord, c'est vraiment un argument sudiste, un argument colonial, fait-il valoir. Si vous avez des universités dans le Nord, cela change complètement l'argument. Subitement, vous avez les institutions clés pour le Nord dans le Nord, des institutions qui reflètent à la fois le Nord comme territoire et les gens qui y habitent.»

Le philosophe estime sa suggestion d'autant plus pertinente qu'un sondage Ipsos Reid, commandé par l'Institut pour la citoyenneté canadienne et l'Institut du Dominion en vue du symposium, révèle un grand appui de la population. Les trois quarts des répondants considèrent en effet que le Canada devrait établir une institution de haut savoir dans les territoires. Cela dit, M. Saul se réjouit que, pour «la première fois», une grande conférence canadienne se tiendra «enfin» dans le Nord. Président de l'événement, il souhaite en faire un moment de réflexion collective, d'où le sondage Ipsos Reid.

Celui-ci révèle une population attachée à ce territoire nordique, qu'elle connaît cependant bien peu. Seulement 13 % des Canadiens ont visité l'un des territoires du Nord, un taux qui chute à 5% au Québec.

«Ce chiffre est beaucoup trop bas, estime M. Saul. Nous n'avons pas encore eu de conversation, dans le centre du Canada, où ont été vantés les mérites du Nord. Aussi, on entend souvent dire que c'est trop cher de s'y rendre, alors que c'est le même prix qu'un billet pour l'Europe ou les Caraïbes.»

Intérêt pour l'Arctique

L'essayiste, qui a eu l'occasion de visiter les territoires à maintes reprises lorsque sa femme, Adrienne Clarkson, était gouverneure générale, se dit toutefois bien heureux de constater que les Canadiens s'intéressent malgré tout à ces immenses espaces.

Les trois quarts des répondants, par exemple, estiment que les élus devraient se concentrer davantage sur le Nord que sur le grand voisin du Sud, les États-Unis. Quelque 62% des Canadiens sont au courant du différend diplomatique qui entoure la souveraineté territoriale du Passage du Nord-Ouest.

Mais avant toute chose, c'est au climat et à son bouleversement que les Canadiens pensent lorsqu'on évoque le Nord. Pas moins de 84% des répondants croient que nous devrions regarder vers l'Arctique pour les signes avant-coureurs des changements climatiques, et 88% estiment que le Canada a la responsabilité de trouver des solutions à ce problème en raison de sa situation nordique.

Rappelons que selon le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), référence mondiale en la matière, l'Arctique se réchauffe deux fois plus vite que le reste de la planète. La température du globe a augmenté de 0,74°C au cours des 100 dernières années.

Réalisé en ligne du 8 au 23 mars auprès de 1011 Canadiens, le sondage Ipsos Reid a une marge d'erreur de 3,1 points de pourcentage, 19 fois sur 20.



April 1, 2009

Sex raps laid on teacher Students shocked to hear of charges

By JON WILLING, BETH JOHNSTON AND TERRI SAUNDERS, SUN MEDIA

A local high school teacher accused of sexually assaulting one of her students is well-liked, preferring the cafeteria to the staff room, students said yesterday.

Jennifer Lynne McCalla, 33, was charged yesterday with sexually assaulting a male student at Brookfield High School at the end of January.

McCalla's students were shocked to hear the charges against the popular teacher.

"She was cool, she'd just come and chill with us, she really stood out compared to the older, meaner teachers," said a former female student, who didn't want to be identified. "Never did I feel 'She's crossing the line' or anything like that."

Last night, the MSN lines were buzzing as students tried to figure out how McCalla could have ended up before a judge.

McCalla's English students made her a card yesterday.

"We wrote: 'We miss you, come back soon,' " said Samantha Grigsby. "She's a good lady, I love Ms. McCalla. It sucks that this has happened."

McCalla accompanied students on a camping and canoeing trip to Algonquin Park last year.

"She's funny, you could really talk to her. She made learning fun," Grigsby said, adding she was "shocked" by the charges.

An employee at the school, whom McCalla was ordered by the court to stay away from, refused to comment last night.

Ottawa police have also charged McCalla with sexual exploitation, a charge that can only be laid when the alleged victim is 16 or 17 years old.

Yesterday afternoon, McCalla stood silently in the prisoner's box, appearing to listen carefully as assistant Crown attorney Kevin Phillips read out the conditions of her bail.

The teacher posted a \$5,000 bond and agreed to abide by a number of conditions.

The court ordered McCalla to attend the Royal Ottawa Hospital within 28 days of her release for a psycho-sexual assessment. She's expected back in court next week.

She was ordered not to communicate with three people, including the family members of one person.

She is prohibited from being in a position of trust or authority with anyone under the age of 18 and she can't be alone with or communicate with anyone under the age of 16. She can't attend places where people under the age of 16 are expected to be present.



Brookfield High School English teacher Jennifer Lynne McCalla leaves the Ottawa courthouse yesterday. (Errol McGihon, Sun Media)

Anne Gillespie, principal of Brookfield High School, declined to comment and directed questions to the Ottawa-Carleton District School Board.

Board spokeswoman Sharlene Hunter said the teacher has been placed on "home assignment."

Police began the investigation in early February after they learned of allegations of "inappropriate touching" by a teacher in late January.

Staff Sgt. John McGetrick, head of the sexual assault unit, said the alleged assault happened within a school setting.

McGetrick said the case is tricky for police since they want to protect the identity of the victim, but also inform the community of the alleged incident.

"It's a tough balance to strike," he said.

There is no evidence at this point to suggest there are other alleged victims, McGetrick said.

McCalla turned herself into police at Elgin St. headquarters yesterday morning.

JON.WILLING@SUNMEDIA.CA

High school teacher faces sex allegations

Woman accused of inappropriately touching youth

BY BRENDAN KENNEDY AND CHRIS COBB, WITH FILES FROM TONY LOFARO, THE OTTAWA CITIZEN APRIL 1, 2009

A 33-year-old female high school teacher charged with sexually assaulting and sexually exploiting one of her teenage students stood impassively in an Ottawa court Tuesday afternoon as she listened to the charges against her and the conditions for her \$5,000 bail.

Jennifer Lynne McCalla, an English teacher at Brookfield High School -- near Heron Road and Riverside Drive -- was charged after a two-month investigation into allegations that she inappropriately touched a male student while at a school event in late January.

Dressed in jeans and a V-neck sweater, McCalla was ordered not to have any contact with children under the age of 16 or be in any place -- including swimming pools, parks or community centres -- where children might be. She is also barred from teaching or volunteering with children.

The court also ordered McCalla to get a "psycho-sexual assessment" at the Royal Ottawa Mental Health Centre within 28 days and follow counselling recommendations from doctors.

After the hearing, McCalla left through a side door of Ottawa's courthouse with her lawyer, Matt McGarvey.

She is scheduled to appear in court again next Wednesday.

Sharlene Hunter, a spokeswoman for the Ottawa-Carleton District School Board, said McCalla has been on "home assignment" since the investigation began in early February.

"She is having no contact with students or with the school, but I don't know (the) exact work that she is doing," Hunter said.

She refused to say how long McCalla has been a teacher, but according to the Ontario College of Teachers, McCalla received certification in 2000 after graduating from Acadia University of Nova Scotia. She is qualified to teach English and biology and has an additional qualification in special education, learning disabilities. The college's website lists no history of disciplinary actions against McCalla.

Police would give no details on the boy involved in the allegations, but did confirm that the sexual exploitation charge applies only to a victim aged 16 or 17.

"It's a very specific offence," said Staff Sgt. John McGetrick, of the Sexual Assault and Child Abuse

Unit, adding that the charge deals with inappropriate touching or a sexual assault committed by a person who is in a position of authority or trust, "not a stranger."

McGetrick said McCalla was unknown to police and she has no previous charges.

Vice-principal Jane Alexander declined to comment Tuesday, deferring all comment to the board's spokeswoman.

Several Brookfield High students said Tuesday that McCalla had been a chaperone on a school trip in January, and was removed from classroom duties shortly after that.

Several students also said McCalla is a popular and well-liked teacher who was easier to relate to than other teachers, and often appeared more like a peer than an authority figure. She would often chaperone dances and field trips, they said.

A conviction of sexual assault carries with it a sentence of between 18 months in jail and 10 years in prison. Punishment for sexual exploitation ranges from a two-week jail sentence to a 10-year prison term.

Anyone with information on the case is asked to contact the Ottawa Police Service Sexual Assault and Child Abuse Unit at 613-236-1222, ext. 5944, or Crime Stoppers at 613-233-8477 (TIPS).

Last week, Paul André Dumais, a 33-year-old Grade 5 teacher at Jeanne Sauvé elementary school on Gardenway Road in Orléans, was arrested and charged with possessing child pornography as part of a Canada-wide child pornography bust.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Condoms not answer

THE OTTAWA CITIZEN APRIL 1, 2009

Re: Papal fallibility, March 26.

Columnist Janet Bagnall does not agree with Pope Benedict's stand on the use of condoms in AIDS-torn Africa. She agrees, and so do I, with the findings of the Global Coalition on Women and AIDS that women in Africa are vulnerable to sexual violence and coercion and are, consequently, more apt to be infected by HIV.

Africa is a patriarchal society. Women have been objects of sexual gratification in that country for centuries. This is a cultural reality.

Does she really think that, in the midst of a violent attack or coercion, a man is going to care enough to slip on a condom? Somehow I don't think so. The Catholic Church opposes contraception. Many studies have shown that contraception promotes promiscuity, which leads to adultery, which leads to divorce, the breakdown of the family, single parents, teen pregnancy, and so on. We have all witnessed the epidemic proportions of this cultural reality in our own society over the last 40 years. I don't know the answer to stopping the spread of AIDS in Africa. But doling out condoms is not it.

Carol Gervais,

Hammond

© Copyright (c) The Ottawa Citizen